

76EME ASSEMBLEE GENERALE DES NATIONS UNIES

CONFERENCE DE PRESSE DE M. JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

New York, 20 septembre 2021

Mesdames et Messieurs,

Je voulais d'abord vous dire que c'est un grand plaisir de se retrouver pour la 76^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies en présentiel, quasiment. C'est un plaisir aussi de constater que, malgré tout, le multilatéralisme n'est plus là où il était il y a deux ans, lorsque New York avait connu sa dernière Assemblée générale des Nations unies « physique ».

Car grâce aux efforts constants de la France, des Européens, les fondements du système multilatéral ont tenu bon. En dépit de graves attaques que nous gardons tous à l'esprit. Je pense à l'accord de Paris sur le climat que certains voulaient remettre en cause. Je pense aussi à l'attaque subie contre l'OMS, encore l'an dernier, alors qu'il s'agit de la seule organisation internationale universelle en matière de santé.

Donc une certaine fierté que les murs aient tenu. Et je pense que l'Alliance pour le multilatéralisme, que nous avons lancée avec mon collègue allemand Heiko Maas il y a deux ans, y a contribué, parce qu'elle a permis de réunir 80 Etats sur toute une série d'actions pour maintenir l'esprit du multilatéralisme. On en parlera peut-être tout à l'heure, puisque c'est cette Alliance-là aussi qui a permis de faire naître le Partenariat « Information et Démocratie » qui sera central pour la fin de mon séjour, ici à New York.

Mais il y a de nouvelles préoccupations. Car, alors même que nous sommes confrontés à d'immenses défis, on voit que les réflexes d'une époque que nous espérons révolue n'ont pas disparu : l'unilatéralisme, l'imprévisibilité, le défaut de concertation entre alliés, que nous avons constatés dans la décision prise par l'Australie et les Etats-Unis. C'est la permanence de réflexes d'une époque que nous espérons révolue.

Et le sujet n'est pas tant la rupture prononcée sur un contrat d'armement, sur un contrat industriel. C'est vrai que cette rupture est négative pour la France. Mais le sujet est d'abord celui de la rupture de confiance entre alliés. Et cette rupture de confiance appelle des réflexions lourdes entre Européens sur la conception que nous faisons des alliances et des partenariats. Je constate d'ailleurs que dans les déclarations de ce jour de la Présidente de la Commission, Madame von der Leyen, et du Président du Conseil européen, Charles Michel, nos interrogations et nos doutes sont partagés au niveau européen. Cette situation appelle aussi une accélération des efforts européens dans la déclinaison d'une stratégie commune sur l'Indopacifique. Et nous allons en parler tout à l'heure après ce point de presse, avec l'ensemble de mes collègues européens.

L'enjeu, ce n'est pas seulement la confiance au sein de la relation transatlantique. Si j'en parle aujourd'hui – ici, à l'Assemblée générale des Nations unies – c'est parce qu'il y va aussi de notre capacité à défendre ensemble le multilatéralisme, qui suppose que nous puissions réellement travailler ensemble. Pour moi, donc, il est clair que les Européens doivent continuer à porter leur vision du multilatéralisme et doivent continuer à porter leurs initiatives. A tracer leur propre voie et à construire avec leurs partenaires de bonne volonté ce chemin du multilatéralisme. Et nous allons nous y employer cette semaine.

Donc nous aurons tout à l'heure, comme je vous l'ai dit, une réunion des 27 consacrée normalement à l'Afghanistan. Nous avons, comme vous le savez, lors d'une réunion qui s'est tenue en Slovaquie, il y a quelques jours, posé vis-à-vis des Talibans plusieurs exigences très claires, qui appellent des actes sans

équivoque. Et s'ils ne le respectaient pas, le pouvoir Taleb se mettrait lui-même au ban de la communauté internationale.

Notre première exigence, c'est la levée de toutes les entraves pour ceux qui veulent quitter le pays. Deuxième exigence, c'est la rupture totale avec les groupes terroristes, et notamment avec Al-Qaïda. En troisième lieu, c'est le libre accès de l'aide humanitaire sur le territoire afghan, ce qui est tout à fait primordial. La quatrième exigence – et il n'y a pas un ordre hiérarchique dans cette présentation – c'est le respect des droits humains fondamentaux, et tout particulièrement des droits des femmes. Car au cours de ces vingt dernières années, des Afghanes et des Afghans se sont battus pour l'Etat de droit, pour l'accès de tous et de toutes à l'éducation, pour la liberté de presse, pour la liberté d'expression. Ils ont obtenu des avancées significatives, qui ne doivent pas s'effacer. Et enfin, la cinquième exigence c'est la mise en place d'un gouvernement représentatif. Nous allons travailler sur ce point tout à l'heure puisque la réunion des 27 a pour objet principal la situation en Afghanistan.

Mais il y aura aussi plusieurs réunions au cours de cette semaine consacrées à ce sujet. Je pense en particulier à nos partenaires du Conseil de sécurité, sur ce sujet, et aussi à nos partenaires du G20. Et la question de la situation des femmes et des filles afghanes doit particulièrement retenir notre attention. Il y aura une réunion spécifique sur ce sujet, comme il y aura aussi une réunion sur ce sujet concernant les aspects humanitaires avec nos interlocuteurs du Comité international de la Croix-Rouge et du Programme alimentaire mondial. La France a annoncé le 13 septembre être parfaitement au rendez-vous initié par le Secrétaire général des Nations unies sur l'aide humanitaire en faveur de l'Afghanistan : nous avons ainsi débloqué 100 millions d'euros pour la population afghane dont la moitié aujourd'hui, vous le savez, est en risque humanitaire. Il y a une forte mobilisation européenne sur ce sujet puisque ce sont plus de 650 millions d'euros qui ont été mobilisés par les Européens pour apporter un soutien à la population afghane. On aura l'occasion ce soir d'en parler et d'établir les normes d'un communiqué qui sortira après notre réunion.

Pour continuer sur les crises, au Moyen Orient, la stabilité et la sécurité doivent être au cœur de nos priorités. Elles passent par le dialogue régional, et notamment dans le format inédit mis en place par la conférence de Bagdad du 28 août. C'était une réunion assez exceptionnelle et mon homologue irakien organisera, avec notre soutien, cette semaine, une première réunion de suivi de cette conférence. C'était une réunion exceptionnelle parce que ceux qui se trouvaient autour de la table n'avaient pas l'habitude de se rencontrer ensemble et d'échanger ensemble. Et nous avons, autour de cette réunion de Bagdad, pu créer un état d'esprit et pu constater un soutien à la volonté d'apaiser les tensions régionales dans un format large, inédit, à la veille d'échéances électorales majeures pour l'Irak. Et se retrouver autour de la table avec à la fois, la Jordanie, l'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, les Emirats arabes unis, le Qatar, la Turquie. Cela fait un ensemble qui était improbable et qui a permis néanmoins de créer un état d'esprit, que nous allons essayer de poursuivre dans une réunion que nous aurons au cours de la semaine.

Par ailleurs, j'ai indiqué que l'Iran lui-même était présent à cette conférence de Bagdad. Donc il peut y avoir là un signal encourageant. En tout cas, nous allons aussi sans doute avoir une réunion de la Commission conjointe du JCPoA, vraisemblablement dans la semaine. En ce qui concerne l'Iran, nous constatons que la reprise des négociations n'a pas eu lieu à sa demande et qu'il importe de faire en sorte qu'au cours de cette semaine on puisse essayer d'engager une dynamique positive de reprise des discussions de Vienne sur le retour de l'Iran et des Etats-Unis au JCPoA. Je constate néanmoins que pendant ce temps, l'Iran continue à violer les engagements qu'il avait pris auparavant. Ce sont donc des graves sujets de préoccupation que nous allons aussi aborder, et avec la Russie et avec la Chine.

J'aurai par ailleurs, sur ces sujets, un entretien bilatéral avec mon homologue russe, Sergei Lavrov, pour évoquer plusieurs sujets, dont évidemment l'Iran mais aussi la Libye, l'Afghanistan et l'Ukraine.

En Libye, il y a deux priorités : l'organisation des élections législatives et présidentielles le 24 décembre prochain et le départ des forces et des mercenaires étrangers. Et dans cette perspective, je co-présiderai avec mon homologue allemand et italien une réunion ministérielle qui rassemblera les

participants à ce qu'on a appelé le processus de Berlin et les pays du voisinage de la Libye. Et dans cette perspective des élections du mois de décembre, la France organisera, autour du Président de la République, une conférence internationale sur la Libye, le 12 novembre prochain.

Il y aura par ailleurs de nombreuses réunions consacrées à d'autres théâtres. Je pense notamment au Sahel ou à Haïti. Je rappelle que dans toutes ces crises, ce sont avant tout les populations locales qui souffrent et que celles et ceux qui leur portent secours sont désormais pris pour cibles.

En Syrie, au Yémen, au Niger, en RCA, en Ethiopie et ailleurs, des personnels humanitaires et médicaux paient trop souvent de leur vie leur engagement au service des autres. Or le respect du droit international humanitaire n'est pas une option : c'est une obligation. Même la guerre a ses règles. Et c'est la raison pour laquelle nous présiderons, avec l'Allemagne, le 22 septembre, une réunion ministérielle consacrée au droit international humanitaire et à la protection de l'espace humanitaire. C'est une orientation et des choix que nous avons déjà effectués il y a plusieurs mois, en relation avec l'Allemagne. Et cela préfigurera le premier Forum humanitaire européen que nous organiserons en janvier 2022 sous présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Nous aurons encore d'autres réunions, d'autres forums, en particulier la réunion du Fonds mondial pour les survivantes de violences sexuelles liées aux conflits, dans lequel la France a une part importante d'initiative, en compagnie du Dr Mukwege et du Prix Nobel de la paix, Nadia Murad. Cela fait partie de ce que l'on appelle la diplomatie féministe que je porte au nom de la France, et qui fut l'un des chantiers du Forum Génération égalité que nous avons accueilli à Paris en juin dernier avec le Mexique et sous l'égide d'ONU Femmes.

Tout cela nous amène à notre combat pour les biens communs. Nous aurons, au cours de cette semaine, des rencontres autour de la santé, pour la mobilisation du Fonds mondial en particulier, qui célébrera ses vingt ans.

Nous aurons aussi des rencontres autour de l'environnement, puisque nous sommes à 6 semaines maintenant de la réunion de Glasgow, de la COP26. Et le Président de la République, comme vous le savez, a participé tout à l'heure, en visioconférence, au sommet climat organisé par le Secrétaire général des Nations unies, en particulier pour renforcer la dimension Finance-climat qui est aujourd'hui insuffisante et qui doit être au rendez-vous de Glasgow.

Enfin, je le citais en commençant, vendredi se tiendra une rencontre autour de l'information fiable, avec le premier sommet ministériel du partenariat « Information et Démocratie » que j'ouvrirai vendredi, avec Reporters sans frontières. Ce sera l'occasion de réfléchir collectivement à la portée du pouvoir de décision qui revient, de fait, aux plateformes et aux réseaux sociaux. Et d'en tirer les conséquences sur les régulations qu'il nous faut mettre en place dans l'espace numérique. C'est un chantier que nous avons initié nous-mêmes, il y a deux ans et qui aujourd'hui commence à prendre une dimension beaucoup plus forte, tant sa nécessité se fait sentir et apparaît comme indispensable dans cette période.

Vous le voyez, Mesdames et Messieurs: la diplomatie française est active sur de nombreux fronts, et sur la défense de nos biens communs, sur le traitement des crises. Nous avons une méthode : le multilatéralisme. Et un objectif constant : trouver des solutions pragmatiques. C'est donc une diplomatie du concret et du réel que je suis venu porter à New York cette semaine.

Merci de votre attention.

Valérie Leroux, AFP : Bonjour Monsieur le Ministre, concernant le partenariat AUKUS, vous avez demandé des explications aux partenaires concernés, notamment aux Etats-Unis. Quand le Président Biden pourra-t-il donner ses explications à son homologue français ? Allez-vous rencontrer vous-

même votre homologue américain ici à New York ? Et sur quels points exactement, et quel genre de clarification attendez-vous de la part de Washington ?

Le Ministre – Je ne vais pas anticiper l’entretien qui aura lieu dans les jours qui viennent entre le Président Macron et le Président Biden. Il importe que cet entretien ait lieu. Je ne vais pas non plus moi-même anticiper sur le contenu. Ce qui est en cause aujourd’hui, au-delà de la rupture d’un contrat industriel, la rupture brutale, inattendue, inexplicquée, de ce contrat qui date quand même de 2016, et qui était en cours de réalisation, ce qui compte là, maintenant, c’est d’abord la question de la rupture de confiance entre partenaires. Parce que la confiance, le partenariat, une alliance, ça veut dire la transparence, ça veut dire la prévisibilité, ça veut dire l’explication, ça veut dire se parler, ne pas se cacher, en particulier sur les sujets essentiels. Or, tout ça n’a pas été au rendez-vous. Et il va bien falloir qu’on s’en parle : pourquoi ça n’a pas été au rendez-vous, pourquoi l’avoir caché, pourquoi avoir fait tout ça, j’allais dire « dans un coin », et de le rendre public sans prévenir personne ?

Et puis, le troisième sujet, le premier étant la rupture de ce contrat industriel, le troisième sujet c’est la stratégie indopacifique. Que signifie cette orientation que nous considérons comme une orientation très confrontationnelle à l’encontre de la Chine alors que nous, les Européens – qui avons rendu publique notre stratégie indopacifique il y a quelques jours, je crois au lendemain de l’annonce de cette trilatérale AUKUS – considérons certes qu’il y a une compétition avec la Chine, qu’il peut même y avoir un aspect militaire de cette compétition – parce que le fait de vouloir confisquer la mer de Chine méridionale n’est pas acceptable et qu’il importe parfois de répondre aussi de manière assez musclée à cette stratégie offensive de la Chine. Mais il faut proposer aux acteurs de l’Indopacifique une stratégie de compétition forte, de concurrence assumée pour proposer dans cette région un modèle alternatif, chacun gardant sa souveraineté. Et avec une Europe, prenant toute sa part. Et pour l’instant l’Europe est exclue de cette initiative.

Donc il importera de parler de tout cela, dans les forums ou dans les rencontres qui seront adaptés pour le faire et ça commencera par cet entretien entre le Président Biden et le Président Macron. Je n’ai pas prévu de rendez-vous avec le Secrétaire d’Etat Blinken, j’aurai certainement l’occasion de le croiser dans les couloirs. Mais il importe qu’auparavant ces entretiens puissent avoir lieu.

Anne Gearan, Washington Post : Mr Minister, Anne Gearan with the Washington Post. You referenced not only a breach of trust at the beginning but what I took to be your disappointment in the way the Biden administration is carrying forward some policies and attitudes of the Trump administration. Could you elaborate on that a bit and tell us what you hope to hear from President Biden when he speaks tomorrow? What could he say that would put some of this matter to rest about whether Europe, and France in particular, can trust the word of the United States going forward?

Le Ministre – Oui, c’est une déception. Nous pensions que la page de l’unilatéralisme, de l’imprévisibilité, de la brutalité de l’annonce, du non-respect du partenaire faisaient partie du passé. J’ai commencé mon propos en me réjouissant que l’état du multilatéralisme aujourd’hui soit différent de celui d’il y a deux ans, lorsqu’on s’était retrouvé en présentiel, en vous rappelant l’Accord de Paris, en rappelant l’OMS, en rappelant d’autres choses. Et là cet état d’esprit perdue dans une initiative imprévue, cachée, brutale, donc on veut comprendre. Parce que le principe de base entre partenaires, et nous sommes des alliés, c’est qu’on se parle. On ne va pas se cacher pour élaborer des stratégies différentes de celles qui sont exposées clairement par nous-mêmes ou par des alliés. C’est ça qui nous surprend, qui est choquant et c’est pour ça qu’il y a une crise de confiance, au-delà même de la rupture de ce contrat. C’est comme si l’Europe n’avait pas elle-même d’intérêts à défendre dans la zone concernée. Donc, tout ça nécessite aujourd’hui des clarifications, des explications, ça mettra peut-être un peu de temps, mais l’acte posé était d’une grande ampleur. Et je ne suis pas le seul à avoir ce sentiment, je vous ai cité tout à l’heure les principaux responsables européens qui partagent cette même interrogation.

Rym Momtaz, Politico : Bonjour Monsieur le Ministre et merci de prendre nos questions. Je voulais juste vous reprendre sur deux choses que vous avez dites. Vous évoquez la nécessité d'une réflexion de la part des Européens sur la conception même que vous faites tous en tant qu'Européens des alliances, est-ce que vos doutes sur la conception des Américains des alliances sont vraiment partagés par, par exemple, les pays Baltes ou les pays d'Europe de l'Est ? Et sur ce sujet, qu'est-ce que vous voulez que les Européens fassent, vous disent aujourd'hui ce soir dans votre réunion, concrètement ? Et deuxièmement, quand vous dites que les Européens doivent continuer à porter leur vision du multilatéralisme, est-ce que ça affaiblit un peu cette position, que la France a toujours portée en tant que championne du multilatéralisme, que le Président ne soit pas là aujourd'hui alors que le Président américain est là, le Premier ministre britannique est là, le Premier ministre australien est là ? Merci.

Le Ministre – Je pense que les Etats-Unis d'Amérique sont en train progressivement de recentrer leurs intérêts fondamentaux dans une confrontation de fait avec la Chine.

Mais les Européens ont eux aussi leurs intérêts fondamentaux et ils ne sont pas obligatoirement en contradiction avec les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, encore faut-il qu'on se le dise. Et il faut que les intérêts fondamentaux des Européens soient pris en compte par notre allié que sont les Etats-Unis, et que les Européens ne soient pas les laissés-pour-compte de la stratégie choisie par les Etats-Unis. C'est dans cet nouvel état d'esprit que nous sommes.

D'où la nécessité pour les Européens d'identifier leurs propres enjeux stratégiques et d'avoir avec les Etats-Unis d'Amérique une discussion sur ce sujet. C'est ce qui va se passer logiquement lors de la définition du nouveau concept stratégique de l'OTAN qui va aboutir au moment du sommet de l'OTAN à Madrid à l'été prochain. Mais cela nécessite aussi que les Européens fassent eux-mêmes l'effort d'assumer leur propre stratégie, leurs propres priorités. C'est ce qui est en train de se passer puisque les Européens ont décidé d'une part de se doter d'une stratégie indopacifique que j'évoquais, et d'autre part de préparer ce qu'ils appellent, ce que nous appelons la boussole stratégique, qui est la définition de nos priorités de sécurité, des moyens que nous voulons y apporter, tout cela dans le cadre d'une alliance qui est maintenue évidemment. Voilà les questions que ça pose.

Q : [inaudible – et sur l'absence du président ?]

Le Ministre – Le calendrier du Président en ce moment est très chargé, donc il m'a demandé de le représenter.

Michelle Nichols, Reuters : Thank you Minister. Thanks so much for the questions. Michelle Nichols from Reuters. A question for you on Iran : You mentioned that the Joint Commission will be meeting on Wednesday, I understand. Have you had any indications from the new Iranian government that they are ready to return to talks in Vienna ? And how long are you ready to continue to allow this sort of limbo period to continue ? And are you in any way concerned that this submarine deal between Australia, the US and the UK could in any way undermine negotiations with Iran ? Thank you.

Le Ministre – Je ne vois pas pourquoi cet accord interférerait dans la discussion avec l'Iran, en tout cas pour l'instant je ne vois pas d'élément de contradiction. Le sujet c'est que la négociation reprenne et que pour l'instant elle est interrompue depuis avant les élections iraniennes. Il y a un nouveau gouvernement, il y a un nouveau Ministre des Affaires étrangères, que je vais rencontrer au cours de cette semaine. Et c'est vrai qu'aujourd'hui, le temps joue contre un accord potentiel. Puisqu'au fur et à mesure que le temps passe, les autorités iraniennes accélèrent leurs activités nucléaires, je l'ai dit tout à l'heure. L'Iran a produit pour la première fois de l'uranium métal enrichi jusqu'à 20%. L'Iran a augmenté significativement ses capacités de production d'uranium enrichi à 60%. L'Iran ne respecte pas les engagements pris à l'égard de l'AIEA. Bref, il y a toute une série de ruptures qui s'additionnent, et pendant ce temps-là, la discussion ne reprend pas. Et donc il importe que nous puissions profiter de cette semaine avec l'ensemble des acteurs, des signataires de l'Accord de Vienne

pour tenter de faire reprendre des discussions indispensables. C'est, je crois, le souhait de beaucoup de partenaires, à commencer par les Etats-Unis. Il faut maintenant que l'Iran accepte de reprendre les discussions le plus rapidement possible, en désignant ses représentants pour la négociation.

Question posée à distance par Amélie Tulet de RFI : La crise de confiance entre Paris et Washington peut-elle avoir un impact sur le partenariat franco-américain au Sahel ? Et au Mali, Madame Parly évoque des échanges francs et directs ce lundi avec ses interlocuteurs au sujet d'un éventuel recours des autorités maliennes aux paramilitaires de la société Wagner. Bamako avait auparavant affirmé qu'il lui appartenait de décider quels partenaires solliciter ; comment la France modifiera sa stratégie au Sahel si un contrat entre le Mali et Wagner est conclu ? Et y aura-t-il un recentrage sur le Niger voisin ?

Le Ministre – Sur la question de Wagner, je me suis déjà exprimé à de nombreuses reprises depuis quelques jours. On sait qu'il y a des discussions entre les autorités de Bamako et cette milice privée, cette société de mercenaires – que l'on connaît déjà bien puisqu'ils se sont manifestés à la fois en Syrie, en Libye, au Donbass, en République centrafricaine, pour ne parler que des exemples les plus spectaculaires. Et à chaque fois avec les mêmes méthodes. Ce sont des milices de mercenaires. Ils se payent par de la prédation. Ils multiplient les exactions. Ils agissent dans la corruption. Ils déstabilisent le territoire où ils sont. Ils pénètrent même les outils sensibles et centraux des Etats. Et donc, nous avons fait savoir aux autorités de Bamako qu'un tel partenariat serait incompatible avec l'action internationale menée en particulier par les Européens. Mais ce sont les autorités de Bamako qui prennent leur décision. Mais pour nous ce serait incompatible.

Question posée à distance par Pamela Falk, CBS News : What can be done to repair the France-US relationship? On that front, what will President Macron ask of President Biden when they speak on the next few days?

Le Ministre – Je les laisse se parler. Parce que si on sait ce que l'un et l'autre vont dire avant qu'ils ne se parlent, ça ne vaut pas la peine qu'ils se téléphonent. Il y a de gros sujets de discussion, ils l'aborderont je pense dans la plus grande clarté.

Edie Lederer, Associated Press : Thank you very much Mr. Foreign Minister, Edie Lederer from AP. The UN Secretary-General said in an AP interview over the week-end that the world could end up in a new Cold War that would be probably even more dangerous if the United States and China don't start repairing their totally dysfunctional relationship. I wonder what France's view is on that statement and the importance of trying to do something about the US-China relationship?

Le Ministre – Je pense qu'avec la Chine on a une relation – la France, l'Europe, a une relation qui repose sur un triptyque, dont les trois éléments prennent une place variable selon la période. Nous sommes d'abord des partenaires. J'ai évoqué tout à l'heure la COP26 de Glasgow, la lutte contre le changement climatique. on ne pourra avoir d'accords sur le changement climatique qu'avec un partenariat avec la Chine. C'est d'ailleurs le même ordre d'idée qui prévaut sur les questions de santé. Donc, c'est un partenaire, avec qui il faut compter. Mais c'est également un concurrent. C'est un concurrent économique, un concurrent commercial, un concurrent dans les technologies avec lequel il faut établir des critères de concurrence qui soient équitables, d'où les discussions serrées sur ces enjeux concurrentiels. Et puis, c'est un rival et les évolutions du réarmement chinois, ses capacités offensives nouvelles, sa volonté, je le disais tout à l'heure, de s'accaparer la mer de Chine méridionale, de l'interdire à la circulation libre qui est prévue dans les traités internationaux, cela est très perturbant. Donc il faut en permanence jouer sur les trois éléments et aujourd'hui c'est vrai que c'est la partie rivalité systémique qui domine. Mais si nous oublions l'un de ces éléments, on risque à ce moment-là d'avoir une situation confrontationnelle trop forte. Donc le souci et les échanges que nous devons avoir entre alliés, sur ce sujet c'est de décliner le mieux possible ce triptyque sans être naïfs, en

étant très vigilants sur nos intérêts, en étant très vigilants sur les capacités offensives de la Chine, en constatant aussi la réduction importante des libertés intérieures en Chine, mais en ayant aussi des possibilités de trouver quelques points de partenariat sur les sujets qui intéressent l'ensemble de la communauté internationale. Donc on est dans ce triptyque en permanence et les Européens ont fait ce choix.

Elisabeth Guédel, CNews: Pour la levée du travel ban, de l'interdiction de voyager, une réaction ?

Le Ministre – C'est une bonne chose, mais pourquoi si tard ?

Elisabeth Guédel, CNews : Voyez-vous ça comme un geste d'apaisement de la part de Washington ?

Le Ministre – Ça n'a rien à voir. Ça fait longtemps qu'on en parle. Ça arrive, il était temps et tant mieux./.